

De nouvelles frontières pour les Balkans?

LE RÉSUMÉ

La France et l'Allemagne organisaient ce lundi à Berlin un sommet sur les Balkans occidentaux.

Au centre de la rencontre, l'idée d'un redécoupage territorial entre la Serbie et le Kosovo.

Angela Merkel y est résolument opposée.

NATHALIE VERSIEUX
À BERLIN

Angela Merkel et Emmanuel Macron recevaient lundi soir à la chancellerie à Berlin huit chefs d'État et de gouvernement des Balkans (Serbie, Kosovo, Monténégro, Albanie, Macédoine du Nord, Croatie, Slovénie et Bosnie-Herzégovine) et la commissaire aux Affaires étrangères de l'Union européenne Federica Mogherini pour évoquer la situation dans cette région instable depuis la dislocation de la Yougoslavie. De tels «sommets des Balkans» sont fréquents depuis qu'en 2008, le Kosovo a déclaré son indépendance par rapport à la Serbie, reconnue aujourd'hui par une centaine de pays, mais pas par Belgrade pour qui le Kosovo est toujours l'une de ses provinces. Jusqu'à présent, aucune tentative de médiation n'a permis de détendre les tensions entre les deux pays, alors que Bruxelles fait de la

paix avec le Kosovo la condition à l'entrée de la Serbie au sein de l'Union.

À l'automne dernier, la glace avait semblé fondre entre les deux capitales. Hashim Thaci, le président kosovar et Aleksandar Vučić, le président serbe, semblaient prêts à faire un pas l'un vers l'autre en évoquant le principe d'une «correction frontalière» entre les deux pays. L'un des scénarios évoqués serait l'échange de territoires majoritairement peuplés de Serbes dans le nord du Kosovo avec une vallée du sud de la Serbie, peuplée majoritairement d'Albanais.

Mais le réchauffement a été de courte durée, avec l'obstruction serbe à la candidature du Kosovo à Interpol puis la décision de Pristina d'imposer des droits de douane de 100% sur les produits d'importation serbes. Belgrade fait de la levée de ces droits de douane la condition à la reprise des discussions avec son voisin.

«Mission» stratégique

Officiellement, l'Allemagne et la France se sentent investies d'une «mission» sur ce dossier. La France, traditionnellement proche de la Serbie (là où l'Allemagne entretient des liens historiques avec la Croatie), estime que l'exemple de la réconciliation entre la France et l'Allemagne peut servir d'exemple dans les Balkans. Dans les faits, les deux pays craignent surtout de voir fondre leur influence dans la région, au profit

de la Russie, des États-Unis, de la Turquie et même de la Chine, qui semblent vouloir s'emparer de la résolution du conflit, pour asseoir leur présence dans les Balkans occidentaux.

Les chances de voir avancer le dossier à Berlin semblent bien minces. D'autant que la France et l'Allemagne sont loin de considérer le dossier sous le même angle. Angela Merkel est en effet résolument hostile – contrairement à Emmanuel Macron – à toute idée de redécoupage territorial, en vue d'obtenir des États ethniquement homogènes. L'Allemagne a en mémoire le douloureux redécoupage de ses frontières, et les transferts de population massifs imposés tant aux vaincus qu'à la Pologne par les Alliés en 1945.

Le rôle joué par Federica Mogherini – perçue comme favorable à un échange de territoires – est particulièrement critiqué à Berlin, pour qui tout redécoupage des frontières pourrait mettre le feu aux poudres dans une région instable, notamment aux frontières de l'Albanie. L'Allemagne vise plutôt un développement de la démocratie, qui garantirait les droits des minorités des deux côtés de la frontière serbo-kosovare.

Pour Berlin, tout redécoupage des frontières pourrait mettre le feu aux poudres dans une région instable.